



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2000-2001

ET

PLAN D'ACTION 2001-2002





TABLE DES MATIÈRES

MOT DU PRÉSIDENT ET DU COORDONNATEUR GÉNÉRAL	5
1. ENJEUX AU CRÉECQ POUR L'ANNÉE 2001-2002	7
2. PARTENARIAT AVEC LES INSTANCES RÉGIONALES, NATIONALES ET INTERNATIONALES	8
2.1 Centre local de développement (CLD) Québec-Vanier	8
2.2 Développement économique Canada	8
2.3 Emploi-Québec et son réseau	9
2.4 Comité de liaison	9
2.5 Regroupement des corporations de développement économique communautaire du Québec (CDÉC)	9
2.6 Chantier de l'économie sociale	9
2.7 Grand réseau des acteurs et promoteurs du partenariat économique (GRAPPE)	10
2.8 Comité régional d'économie sociale (CRES)	10
2.9 Collectif régional de réflexion sur l'économie sociale	10
2.10 Réseau des entrepreneur(e)s sociaux du Québec	10
3. SERVICES AUX ENTREPRENEUR(E)S	11
3.1 Travail autonome	11
3.2 Secteur manufacturier	11
3.3 Secteur de la culture	12
3.4 Secteur commercial	13
3.5 Secteur Touristique	14
3.6 Les Cercles d'emprunt de Québec	14
3.7 Groupe conseil du carrefour	16
3.8 Stratégie Contact	17
3.9 Concertation Recyclage Québec	17
4. ACCÈS À DES FONDS DE DÉVELOPPEMENT DANS LES QUARTIERS CENTRAUX DE QUÉBEC ET DANS LA VILLE DE VANIER	18
4.1 Information sur les fonds disponibles pour la consolidation et le développement des entreprises et la création d'emplois	18
4.2 Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)	18
4.3 Les Fonds du CLD Québec-Vanier	18
4.4 Fonds d'investissement et de développement de l'emploi dans les quartiers centraux de Québec (FIDE)	19
4.5 Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)	19
4.6 Projet d'un fonds pour prêter aux personnes dans le besoin	20
4.7 Fonds dans le domaine de l'habitation	20
4.8 Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	21
5. INTÉGRATION SOCIOPROFESSIONNELLE ET À L'EMPLOI	21
5.1 Compagnonnage vers l'emploi	21
5.2 Projet novateur	22



5.3	Centre Vaniérois de l'emploi	22
5.4	Projets spéciaux du collège électoral Intégration Travail	23
5.5	Centre de formation en entreprise et récupération de Québec (CFER)	24
5.6	Récupération de matériaux de construction de la Capitale Nationale	24
5.7	Expérimentation d'un processus global d'accompagnement	24
5.8	Garage écologique	25
6.	HABITATION ET VIE URBAINE	25
6.1	Comité Habitation et qualité de vie urbaine	25
7.	IMPLICATION DU MILIEU ET DE LA POPULATION	26
7.1	Événement Milieu urbain : Milieu humain	26
7.2	Rivière Saint-Charles	26
7.3	Société pour le développement de la rivière Saint-Charles	26
7.4	Projet Inforoute-Points d'Accès-Initiation de la population	27
7.5	Comité Rebâtir la rue Saint-Joseph	28
7.6	Enquête conscientisante avec les personnes sans emploi	28
8.	FORMATION	28
8.1	Formation et implantation du prix de revient	28
8.2	Projet Jeunes Volontaires	29
9.	COMMUNICATIONS	29
9.1	Info CRÉECQ	29
9.2	Répertoire des ressources locales	29
9.3	Site Internet	29
9.4	Plan de communication	30
9.5	Ville nouvelle	30
10.	FONCTIONNEMENT/GESTION INTERNE	30
10.1	Instances du CRÉECQ	30
10.2	Évaluation du CRÉECQ	31
11.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	31
	LES ACTIONS DU CRÉECQ	32
	CONCLUSION	34
	REPRÉSENTATIONS	34
	Quelques décisions du conseil d'administration	37
	Liste des lettres d'appui produites par le CRÉECQ 2000-2001	39
	États financiers 31 mars 2001	42



MOT DU PRÉSIDENT ET DU COORDONNATEUR GÉNÉRAL

On dit souvent que le chiffre 7 est un chiffre chanceux. Le CRÉECQ étant dans sa 7^e année de fonctionnement, se souhaite une année des plus dynamiques et on espère une année florissante pour tous les promoteurEs de projet. Depuis les dernières années, le CRÉECQ s'est bien entouré : une équipe de travail formée d'un noyau permanent de neuf personnes, entourée de quelques contractuelles/els selon les besoins des dossiers, d'une cinquantaine de personnes qui ont siégé au conseil d'administration, des centaines d'autres qui ont participé à différents comités et des milliers qui ont assisté à une des activités que nous avons organisées, au cours des années. Rappelons l'événement Milieu urbain : Milieu humain qui aura permis au CRÉECQ de s'initier à l'organisation d'un événement de plus grande importance. On a voulu par cette activité, prendre conscience collectivement que ça bouge pour l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers centraux et dans la ville de Vanier. On voulait que ça bouge, ça a bougé!

Une année qui a été fort chargée, car en plus de notre travail régulier sur le terrain, nous avons investi beaucoup d'énergie à repositionner le CRÉECQ auprès des décideurEs de la région de Québec. Ce repositionnement a été imposé par : le dépôt et l'adoption du projet de loi no 170, portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Québec, de Montréal et de l'Outaouais; le dépôt du rapport de la firme Johnson et Roy sur les ententes de service entre le Centre local de développement Québec-Vanier et le CRÉECQ, le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec) et la Ville de Québec; le dépôt de l'étude d'un modèle optimum d'organisation régionale dans le contexte de la Stratégie d'intervention économique de la région de la Capitale nationale et de la région métropolitaine de Québec, préparée par Arthur Anderson et Municonsult.

Malgré les grands changements à prévoir, la conjoncture actuelle est des plus stimulante. Le territoire de la ville sera bientôt modifié mais, on le sait, des quartiers entiers doivent encore faire l'objet de nos efforts et de notre attention. C'est pourquoi le CRÉECQ, en collaboration avec toutes les ressources sensibilisées à la revitalisation du territoire, s'y appliquera.

Cette année, le CRÉECQ a contribué à la création de la Société pour le développement de la rivière St-Charles qui a pour mission d'« agir pour favoriser le développement socio-économique local de la rivière ». Cette société participera à la mise en place de projets structurants tel : un projet Service Jeunesse Canada, financé par Développement des ressources humaines Canada qui a permis l'embauche d'une coordonnatrice responsable de 10 participantEs entre 18 et 29 ans qui travaillent ensemble à la mise en valeur de la rivière par des projets ponctuels.

L'animation du milieu par l'équipe de travail et nos nombreux bénévoles ont permis au cours de la dernière année, de collaborer à la création et au maintien de plus de 250 emplois sur notre territoire. Nous devons préciser ici que la collaboration de nos nombreux partenaires a joué un rôle important dans ces résultats.



Un merci particulier à nos membres, collaboratrices et collaborateurs ainsi qu'à nos partenaires entre autres : Développement économique Canada, le Centre local de développement Québec-Vanier, Emploi-Québec, les Centres locaux d'emploi des Quartiers Historiques, de Limoilou, de Vanier des Rivières et le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

Bonne lecture à toutes et tous!

Jacques Vandal
Président

Jacques Beudet
Coordonnateur général



1. ENJEUX AU CRÉECQ POUR L'ANNÉE 2001-2002

Le Carrefour de relance de l'économie et de l'emploi du centre de Québec et de Vanier (CRÉECQ) est une corporation de développement économique communautaire (CDÉC) qui a pour mission de « favoriser la création et le maintien de l'emploi durable ainsi que le développement des compétences pour les résidentes et résidents du centre de Québec et de Vanier, en concertation et partenariat avec le milieu et les diverses instances gouvernementales ».

Dans le cadre de la réorganisation municipale, le CRÉECQ doit s'assurer que la mission pour laquelle il a été créé aura toujours une place importante dans le développement économique communautaire de la région.

Au cours de la présente année financière, le CRÉECQ devra faire toutes les représentations nécessaires auprès des différents décideurs de notre région afin de s'assurer que la réorganisation municipale ne viendra pas freiner la revitalisation de notre territoire. Nous devons également veiller à ce que les résidentes et résidents obtiennent leur juste part des programmes gouvernementaux ou autres, pour tout ce qui touche la création d'emplois durables et de qualité.

Rappelons qu'environ cinquante pour cent des personnes vivant sur le territoire n'ont pas de diplôme de secondaire V. Malgré la création de plusieurs nouveaux emplois, particulièrement dans le quartier Saint-Roch, nous devons intensifier notre partenariat avec les groupes du milieu pour soutenir les résidentEs dans le développement de leurs compétences afin qu'un plus grand bassin d'emplois leur soit accessible.

Le CRÉECQ, entre autres par son comité Habitation et qualité de vie urbaine, devra s'assurer que la politique d'habitation, qui vient d'être mise en place par la Ville de Québec actuelle, reste la base de discussion pour une politique touchant le territoire de la ville nouvelle.

Nous aurons également à développer l'entente de couverture de territoire que nous avons signée avec Développement économique Canada.

En collaboration avec le Réseau québécois du crédit communautaire, dans le cadre de nos cercles d'emprunt, nous continuerons nos démarches afin d'en garantir le financement à long terme.

Avec nos membres et nos partenaires, nous préparerons nos Orientations stratégiques pour les années 2002-2005 et nous y rattacherons un plan de communication. Ce travail se réalisera tout au long de la présente année, dans le cadre d'un grand exercice démocratique qui impliquera notre base.

La grande priorité pour cette année sera donc de s'assurer que notre mission soit connue et bien comprise de toutes les personnes qui auront des décisions à prendre dans le cadre des différentes réorganisations que connaîtra notre région : réorganisation municipale, réorganisation des Centres locaux de développement (CLD), réorganisation du développement économique, sans oublier les CLSC, les Commissions scolaires, les Carrefours jeunesse emploi (CJE), les Centres locaux d'emploi (CLE), les Conseils de quartiers, les groupes travail, etc.



Bref, une année très importante pour notre mission et pour l'avenir du CRÉECQ. Nous comptons sur la complicité de nos membres, de nos collaboratrices et collaborateurs et des membres de l'équipe de travail pour bien faire connaître nos actions.

2. PARTENARIAT AVEC LES INSTANCES RÉGIONALES, NATIONALES ET INTERNATIONALES

2.1 CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT (CLD) QUÉBEC-VANIER

En collaboration avec le CLD Québec-Vanier, le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec) et le Centre de développement économique et urbain de la ville de Québec (CDÉU), nous avons fait faire l'évaluation de nos différentes ententes avec le CLD. Le tout devrait être déposé à nos différents conseils d'administration en avril 2001.

En plus des moments de formation et de réflexion communes pour les membres des quatre équipes, les gestionnaires de ces organismes se sont rencontrés dix fois pour discuter des différents dossiers et pour améliorer notre travail sur le terrain.

Le CRÉECQ a participé au comité de remise à jour du Plan d'action concerté pour l'économie et l'emploi (PLACÉE) du territoire du CLD Québec-Vanier. Notre entente de partenariat se terminant le 31 décembre 2001, son renouvellement devrait se faire avec le nouveau CLD qui couvrira la ville nouvelle de Québec.

Plan d'action 2001-2002

Nous ferons le suivi des recommandations, du rapport d'évaluation en lien avec notre entente de fonctionnement avec le CLD Québec-Vanier.

Nous collaborerons également à la mise à jour du Plan d'action concerté pour l'économie et l'emploi (PLACÉE).

Nous nous impliquerons dans la réorganisation des CLD pour la ville nouvelle de Québec afin de s'assurer que notre mission soit protégée.

2.2 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

En partenariat avec le Réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), les Centres d'aide à l'entreprise (CAE) et le Regroupement des Corporations de développement économique communautaire du Québec (CDÉC), nous avons convenu avec Développement économique Canada d'une entente pour la couverture du Québec. Pour offrir ce nouveau service, le CRÉECQ s'est donné un nom d'utilisation : le Groupe conseil du carrefour.

Plan d'action 2001-2002

Continuer de développer nos partenariats afin de pouvoir informer les entreprises de notre territoire sur toutes les possibilités qui s'offrent à elles, par le biais des programmes du gouvernement du Canada et, particulièrement, de Développement économique Canada. Nous poursuivrons notre négociation afin que notre entente de service s'échelonne sur une période de trois à cinq ans.



2.3 EMPLOI-QUÉBEC ET SON RÉSEAU

Comme vous pourrez le constater dans ce rapport, nous avons traité, cette année encore, plusieurs dossiers avec les gens d'Emploi-Québec, du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail (FLCP) et des Centres locaux d'emploi des Quartiers Historiques, de Limoilou et de Vanier Des Rivières.

Plan d'action 2001-2002

Nous poursuivrons le développement du partenariat entre nos organisations afin de continuer à bien remplir notre rôle de soutien auprès du milieu.

2.4 COMITÉ DE LIAISON

La rencontre du comité de liaison - niveau politique a fait place, exceptionnellement, à l'événement Milieu urbain : Milieu humain.

Plan d'action 2001-2002

Cette formule de réunir les éluEs de tous les niveaux politiques de notre territoire apporte des résultats concrets et des plus intéressants. Dans le contexte de la réorganisation municipale, nous tiendrons une rencontre en août prochain.

2.5 REGROUPEMENT DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE DU QUÉBEC (CDÉC)

Le Regroupement des CDÉC a organisé, pour la première fois cette année, une journée de formation qui s'adressait exclusivement aux membres des équipes de travail et des conseils d'administration.

En plus de déposer le nouveau document de présentation « Développer autrement », nous avons finalisé l'entente, avec Développement économique Canada, pour la couverture du territoire.

Plan d'action 2001-2002

S'assurer de la reconnaissance de notre Regroupement et des CDÉC auprès de nos différents partenaires tels : Emploi-Québec, Développement économique Canada, les CLD du Québec, etc. Continuer à développer des projets avec différents regroupements tels : le Réseau des SADC, l'Association des CLD du Québec, les Centres d'aide à l'emploi, etc.

2.6 CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Notre coordonnateur général représente, au conseil d'administration du Chantier, le Regroupement des Corporations de développement économique communautaire du Québec. Il y occupe le poste de vice-président. Le Chantier a déposé pour discussion, auprès de tous les intervenantEs du Québec, notre document de positionnement stratégique « De nouveau, nous osons... ».

Plan d'action 2001-2002

Nous continuerons notre implication auprès du Chantier. Cette représentation nous permet de positionner notre région au niveau provincial, de faire connaître nos différentes préoccupations et d'entendre les enjeux défendus par les autres régions.



2.7 GRAND RÉSEAU DES ACTEURS ET PROMOTEURS DU PARTENARIAT ÉCONOMIQUE (GRAPPE)

Sous l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, en collaboration avec plusieurs partenaires, nous sommes à organiser une deuxième journée « Donneurs d'ordres/PME ». Les objectifs de cette rencontre sont d'offrir aux PME l'occasion de trouver et d'exposer les opportunités de partenariat et de développement d'affaires ainsi que de préparer la PME à répondre aux exigences des donneurs d'ordres.

Plan d'action 2001-2002

Réaliser cette deuxième activité.

2.8 COMITÉ RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE (CRES)

Le comité, dont nous faisons partie, a élaboré un projet de recherche permettant de réaliser un portrait de l'économie sociale et de ses entreprises dans la région afin notamment, d'identifier les aspects positifs et aussi les difficultés rencontrées dans ce domaine. Cette démarche permettra, entre autres, d'obtenir des informations sur la qualité des emplois créés et sur les besoins des entreprises en termes de support technique et de financement. Les travaux ont été confiés à la coopérative de travail Anim'Action et ont débuté en mars 2001. Le CRÉECQ fait partie du Comité aviseur de la recherche, en plus d'être l'organisme fiduciaire.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ continuera sa participation au sein du CRES, notamment à la réalisation du Portrait régional de l'économie sociale et à la tenue, à l'automne 2001, d'une journée thématique régionale portant sur celui-ci.

2.9 COLLECTIF RÉGIONAL DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le CRÉECQ est membre de ce collectif qui comprend également la coopérative de travail Anim'Action, le Conseil central de la CSN Québec-Chaudière-Appalaches et un intervenant du CLSC-CHSLD Basse-ville-Limoilou-Vanier. En février 2001, le Collectif a participé à l'organisation de la conférence « Économie sociale et lutte à la pauvreté » qui a attiré plus de 80 personnes. De plus, des membres du Collectif participent à la démarche de recherche du CRES sur les entreprises d'économie sociale de la région.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ continuera de collaborer au sein du Collectif qui a su encourager la participation du milieu dans les débats entourant le développement actuel de l'économie sociale.

2.10 RÉSEAU DES ENTREPRENEUR(E)S SOCIAUX DU QUÉBEC

Faute de financement et d'énergie, ce projet est pour l'instant en attente.

Plan d'action 2001-2002

Avec les différents partenaires nous verrons comment traiter ce dossier pour la prochaine année.



3. SERVICES AUX ENTREPRENEUR(E)S

Peu importe le secteur d'intervention de l'organisme ou de l'entreprise, notre pratique vise essentiellement l'amélioration des conditions de production de biens ou de services.

Nos services sont polyvalents, les agentEs de développement travaillent en concertation avec les directions et les conseils d'administration des entreprises de toutes natures juridiques afin de bien identifier les besoins. Elles/ils travaillent selon les séquences établis avec les clientEs pour diriger et négocier les demandes de financement auprès des instances locales : Emploi-Québec, Centres locaux d'emploi, Centres locaux de développement, directions régionales ministérielles et toute autre source de soutien. Les fonds régionaux et nationaux sont aussi interpellés. Elles/ils mettent les clientEs en contact avec des ressources professionnelles adéquates. Elles/ils suscitent et favorisent l'implantation de plans de développement stratégique, de plans de communication et de toute forme d'outils de gestion pouvant optimiser la rentabilité financière et sociale de la mission de l'entreprise.

Si l'opportunité d'un marché ou d'une niche se présente, l'agentE initie, en collaboration avec des partenaires, un projet créateur d'emplois. L'exemple de Confection Haut de gamme Industrielle de Québec, Coopérative de Solidarité (CHIQCS) est une création des partenaires locaux, notamment du CRÉECQ. Elle/il répond aux demandes du milieu. Cette fonction relève de la tradition du compagnonnage, soit d'être en coaching avec ses clientEs pour le développement de l'entrepreneurship privé et collectif. Voici quelques exemples d'intervention.

3.1 TRAVAIL AUTONOME

Le CRÉECQ participe au Comité de gestion de la mesure de Soutien au travail autonome. L'approche réseau est mise de l'avant pour solidifier les bases de ces démarrages. Le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec) est un allié incontournable à cette mesure.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ maintient sa participation au Comité de gestion de la mesure Soutien au travail autonome. C'est une mesure bien adaptée aux besoins de financement des promoteurEs de notre territoire. Une attention particulière sera apportée pour donner une meilleure visibilité aux projets retenus.

3.2 SECTEUR MANUFACTURIER

C'est une année de performance pour le Regroupement des entreprises du Parc industriel Saint-Malo : 5 déjeuners-conférences, 3^e édition du Répertoire des entreprises, mise à jour constante des listes de pieds carrés vacants. Le CRÉECQ encourage les efforts de la direction afin d'inciter ses membres aux affaires électroniques ainsi qu'à la création d'un Portail des entreprises du Parc Saint-Malo. Nous avons été invité à participer aux 9 réunions du conseil d'administration comme partenaire.



Parmi les enjeux que posent la réorganisation municipale pour la ville unifiée, l'appui du CRÉECQ au Regroupement du Parc Saint-Malo demeure prioritaire.

La coopérative du Royaume de la Tarte a conclu son deuxième exercice financier en observant que la croissance de ses ventes n'était pas garante d'une rentabilité souhaitée. Un comité de gestion assure la mise en œuvre du plan de redressement. Formé du Fonds d'investissement et de développement de l'emploi dans les quartiers centraux de Québec (FIDE), de la Caisse d'économie Desjardins des travailleuses et travailleurs (Québec), du CLD Québec-Vanier, d'Investissement Québec et du CRÉECQ, avec le conseil d'administration de la coopérative, il se rencontre mensuellement afin de voir à la rentabilisation des opérations pour supporter sa mission économique et sociale. Le financement d'un équipement automatisant une partie de la production vient couronner les efforts de relance pour le maintien des emplois de ses 37 membres.

Confection Haut de gamme Industrielle de Québec, Coopérative de Solidarité (CHIQCS) a connu une première année d'implantation pleine de rebondissements. Le CRÉECQ occupe un poste de membre de soutien au conseil d'administration à la coopérative et a investi l'équivalent d'une journée semaine à cette entreprise, couvrant les besoins de recherche de financement, de stratégies commerciales et l'implantation des systèmes de gestion. 28 emplois sont créés dès cette année, objectif qui était prévu en 2003. Une formation de 18 nouvelles couturières est en cours pour entrer en fonction en août 2001. Le CRÉECQ poursuit son intervention pour la création des 46 emplois.

Suite aux recommandations de l'étude de faisabilité technico-économique, le projet de la Fabrique-atelier collectif de céramique a été entériné, en décembre 2000, par le conseil d'administration de l'École-atelier de Céramique de Québec. Le CRÉECQ appui cette initiative du milieu. 25 emplois créés, mais aussi un projet-pilote pour le secteur des métiers d'art.

Plan d'action 2001-2002

Depuis 1998, la stratégie d'intervention du CRÉECQ, de même que la politique relative à la Capitale nationale, reconnaît le secteur manufacturier comme prioritaire. C'est pourquoi l'implication du CRÉECQ sera maintenue.

3.3 SECTEUR DE LA CULTURE

La Maison des métiers d'art, regroupe les Écoles-ateliers Textile & Reliure, Céramique, Sculpture ainsi que Materia, le centre de diffusion. Financés par le ministère de la Culture et des Communications, la Ville de Québec et le CLD Québec-Vanier, des travaux pour un montant de 1,1 million \$ ont été finalisés au 367, boul. Charest Est. Le Presse Café, situé au rez-de-chaussée, a débuté ses opérations en juin 2000. Le CRÉECQ siège au conseil d'administration de la Maison des métiers d'art sur un poste coopté et y investit l'équivalent d'une journée semaine. Les enjeux majeurs de maintien de ses 4 entreprises, de ses 43 emplois, des 104 étudiantEs au diplôme collégial, dont 42 en perfectionnement et 352 en culture personnelle, justifient l'implication professionnelle de son agente de développement.



Le Centre de diffusion Materia implante sa première année de programmation. L'impact de Materia se mesure, entre autres, par la localisation stratégique du bâtiment qui offre enfin une vitrine enviée et souhaitée par le milieu des métiers d'art. Le CRÉECQ entend poursuivre son implication auprès du secteur à la faveur des conclusions du colloque des 8 et 9 mars 2001, qui conviait les partenaires à la création d'une table de concertation régionale pour les six Écoles-ateliers de l'Est du Québec.

Nous supportons les efforts menés par le Conseil de la culture de Québec Chaudière-Appalaches dans la création de sa fondation destinée à venir en aide aux organismes du secteur culturel qui n'ont pas accès aux grands commanditaires. Un deuxième projet devrait doter le milieu d'un outil tout aussi attendu : Réseaux-Culture « Portrait de situation des questions relatives à l'employabilité et à l'entrepreneuriat des artisanEs, des artistes et des travailleuses/eurs culturels ». Ce portrait régional permettra de développer un outil de communication, de réseautage et de marketing.

La radio communautaire CKRL MF 89, 1 déménage. Très présent dans cette démarche, le CRÉECQ participe activement au comité de relocalisation et les accompagne dans le processus de financement de l'opération. Participer à la relance du secteur Limoilou devient un enjeu de cette démarche.

Le CRÉECQ a collaboré étroitement avec le conseil d'administration de la corporation Développement de Mazenod à rallier les forces vives du milieu autour du projet de sauvegarde de l'église Notre-Dame-de-Grâce. Ce projet d'entreprise d'économie sociale dans le secteur des plateaux de production culturels est très mobilisateur pour les résidentEs du quartier Saint-Sauveur et pour le dynamisme de leur vie communautaire. Le coût de réalisation du projet sera d'environ 3 millions de dollars.

Plan d'action 2001-2002

Une très forte concentration d'organismes et d'entreprises artistiques se retrouvent sur le territoire du CRÉECQ. Son dynamisme et ses besoins indiquent que ce secteur sera encore priorisé. Le CRÉECQ portera une attention particulière à Materia, comme lieu associatif des disciplines en métiers d'art de l'Est du Québec.

Concernant la corporation Développement de Mazenod, le CRÉECQ sera très présent, car les prochains mois seront déterminants pour la sauvegarde et la revitalisation de l'église. Nous souhaitons que ce patrimoine urbain ait une nouvelle vie.

3.4 SECTEUR COMMERCIAL

DÉTAIL FORMATION

Publicité, accueil et service à la clientèle, gestion, formation de personnel sont au menu de Détail Formation, programme rendu disponible à l'Association des gens d'affaires du Faubourg, à la Coopérative du Petit Champlain et auprès de la Société de développement commercial centre-ville. Emploi-Québec, CLD Québec-Vanier, Ville de Québec, mouvement Desjardins et CRÉECQ ont déployé argent et support technique pour doter les associations de gens d'affaires de cet outil devenu essentiel. Il est trop tôt pour estimer les impacts socio-économiques de cette



intervention, mais les premiers rapports nous indiquent que le taux de satisfaction des participantEs est de 98 %. Plus de 60 % des commerçants invités ont participé aux différentes activités de formation.

Performance exceptionnelle.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ offre toujours ses services de consolidation et de stratégie commerciale auprès des entreprises qui désirent s'en prévaloir. Toutefois, l'intervention majeure est faite auprès des associations, regroupements et sociétés de développement commercial.

3.5 SECTEUR TOURISTIQUE

L'AUBERGE L'AUTRE JARDIN

L'Autre Jardin, auberge urbaine trois étoiles de 28 chambres, a débuté ses opérations en juin 2000. Carrefour Tiers-Monde est le principal actionnaire de l'entreprise. Il s'agit d'une première au Québec, soit l'incursion de l'économie sociale dans le secteur touristique où seule l'entreprise privée était représentée à ce jour. Le siège social de Carrefour y est établi avec son équipe de permanentEs, 6 emplois. Une salle de rencontre conférence est disponible pour les visiteurs ou la clientèle locale. Le CRÉECQ occupe un poste coopté au conseil d'administration et participe avec l'équipe de direction aux enjeux que soulèvent l'implantation d'une entreprise qui conjugue

sa mission économique et sociale en accueillant autrement. 12 emplois ont été créés.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ reconnaît prioritairement le développement du secteur touristique comme bassin d'emplois accessibles et souhaite participer au développement de projets d'entreprises associés à la diversification du produit touristique. Tourisme et culture suggèrent des alliances prometteuses.

CIRCUIT GUIDÉ DES QUARTIERS CENTRAUX

De façon ponctuelle, des circuits sont offerts à des groupes désireux de découvrir ou redécouvrir nos quartiers. Nous avons offert dans le cadre du projet d'accueil, que nous réalisons avec la Ville de Québec, un circuit guidé du quartier Saint-Roch aux employéEs du Service de la culture, des loisirs et de la vie communautaire de la Ville de Québec, de l'Université du Québec et de la Télé-Université.

Plan d'action 2001-2002

Nous continuerons d'offrir nos circuits. Il est également prévu d'organiser un accueil pour les gens de Télévision Quatre-Saisons.

3.6 LES CERCLES D'EMPRUNT DE QUÉBEC

Les Cercles d'emprunt de Québec est un nom d'utilisation qui appartient au CRÉECQ. Ils offrent toujours leurs activités de formation, d'encadrement et de financement et ce, depuis janvier 1996. À ce jour, nous avons favorisé directement la création de 25 nouveaux emplois. Ces entreprises ont démarré grâce à l'émission de petits prêts totalisant 46 444 \$. Ces prêts sont consentis par le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec). Le secteur des arts est très présent dans



les Cercles d'emprunt. Le taux de remboursement des prêts étant excellent, nous n'avons eu recours au capital de solidarité (fonds créé par les emprunteurEs) qu'à une seule reprise. Notre capital n'a subi aucune perte à ce jour. Au moins 10 micro-entreprises développées dans les Cercles d'emprunt ont pu réintégrer le marché traditionnel de financement (prêts auprès d'institutions financières, accès à des programmes gouvernementaux, etc.).

Depuis le tout début, 90 personnes ont accepté de définir et de s'inscrire activement dans une démarche de remise en action. Ces personnes ont participé activement au programme des Cercles d'emprunt pendant une période d'au moins six mois et la majorité d'entre elles sont toujours en contact avec notre organisation. 80 % de la clientèle des Cercles d'emprunt reçoit des prestations de la Sécurité du revenu et la majorité des personnes sont exclues du marché de travail depuis au moins cinq ans.

Bilan en bref :

- Entreprises en opération : 25 (16 femmes)
- Entreprises en prédémarrage : 6 (4 femmes)
- Personnes ayant opté pour un retour aux études : 4 (aucune femme)
- Personnes ayant opté pour un processus d'orientation : 13 (6 femmes)
- Personnes ayant obtenu un emploi : 19 (7 femmes)
- Personnes aux prises avec des problèmes personnels multiples ou de santé : 10 (6 femmes)
- Personnes dont nous sommes sans nouvelle ou ont déménagé : 13 (3 femmes)
- Total des prêts émis (depuis 1996) : 41
- Total des garanties émises : 1
- Prêts émis dans l'année 2000-2001: 6 prêts totalisant 9 523 \$

Au 31 mars 2001 : il y avait 16 personnes en cheminement dans les Cercles d'emprunt.

Plan d'action 2001-2002

L'objectif général est de doter les résidentEs des quartiers centraux de Québec et de la ville de Vanier d'un outil d'intervention de première ligne complémentaire et préalable aux mesures actuelles de démarrage d'entreprises.

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DU CRÉDIT COMMUNAUTAIRE

Le Réseau, incorporé le 17 mai 2000, a pour objectifs de favoriser la reconnaissance des initiatives de crédit communautaire, de procéder à des recherches de financement pour l'accompagnement et le soutien des entrepreneurEs et de se doter d'outils d'évaluation des impacts du crédit communautaire au Québec.

En 2000-2001, les démarches ont surtout porté sur la recherche de financement des organismes de crédit communautaire (19 cercles d'emprunt et 6 fonds d'emprunt) auprès de plusieurs Ministères. Les organismes de crédit communautaire sont financièrement fragiles et doivent pouvoir compter sur le soutien de leurs partenaires socio-économiques afin de poursuivre leur mission de développement.



Au 31 mars 2001, et ce malgré tous les efforts de sensibilisation mis de l'avant par le Réseau, plusieurs organismes offrant les services de cercles d'emprunt ou de fonds d'emprunt voient leur avenir sérieusement menacé faute de financement adéquat.

Plan d'action 2001-2002

Il est essentiel de poursuivre les démarches entreprises jusqu'à maintenant afin de faire reconnaître les initiatives du crédit communautaire qui permettent d'offrir cette alternative aux personnes désirant reprendre leur place dans l'économie.

Le CRÉECQ prévoit plusieurs actions concrètes au cours de la prochaine année. Ces actions toucheront, entre autres, le financement et l'encadrement, la formation continue sur mesure et la promotion, de même que le resserrement du Réseau québécois. Nous comptons également assurer le recrutement et la formation de nouveaux cercles d'emprunt au cours de la prochaine année.

3.7 GROUPE CONSEIL DU CARREFOUR

Le Groupe conseil du carrefour est également un nom d'utilisation qui appartient au CRÉECQ. Il a pour mission d'assurer le développement durable des collectivités par et pour les collectivités elles-mêmes, en favorisant la création et le maintien de l'emploi.

Objectifs :

En fonction des valeurs et des principes du développement local :

Assurer une intervention en développement économique ajustée aux réalités locales spécifiques. Agir en partenariat et en complémentarité avec les entreprises et organismes acteurs du développement économique.

Rassembler les secteurs publics, privés, coopératifs et à but non lucratif afin de partager les expertises et d'élargir les réseaux d'appartenance.

Appuyer les entrepreneurEs et les PME dans leur projet de développement ayant un impact sur la revitalisation de leur communauté locale.

Moyens :

Assurer l'ACCÈS des entreprises à de l'information ajustée à leurs besoins.

GUIDER les entreprises vers les ressources appropriées.

Stimuler le RÉSEAUTAGE des entreprises.

Territoire prioritaire desservi :

Secteurs de recensement cumulant des statistiques de difficultés socio-économiques au sein des communautés suivantes (Étude de Korem, 2000) : Beauport, Sillery, Charlesbourg, Saint-Émile, Lac Saint-Charles, Loretteville, Val-Bélair, L'Ancienne-Lorette, Sainte-Foy, Cap-Rouge, Wendake et une partie de Québec.

À ce jour, le Groupe conseil du carrefour est dans une phase de prédémarrage : définition de la mission et des enjeux au regard des besoins des communautés locales, identification des territoires d'intervention, identification des acteurs régionaux, alliance stratégique avec ces derniers, identification des entreprises et des organismes, etc.



D'autre part, le Groupe conseil du carrefour a été invité à s'associer avec le Réseau des SADC à la planification et à l'organisation d'un événement de prestige pour les entreprises de la région de Québec. Ce Forum interactif entre PME portant sur les affaires électroniques, tenu le 20 mars dernier, visait à réunir des dirigeantEs d'entreprises, des fournisseurEs de solutions et des agentEs de développement afin de s'interroger au sujet de l'impact de l'utilisation des affaires électroniques sur, entre autres, les ressources humaines, le marketing et la rentabilité de l'entreprise.

Plan d'action 2001-2002

- Identifier les entreprises des territoires desservis.
- Prioriser certains secteurs géographiques d'intervention selon l'approche de projets-pilotes.
- Définir et coordonner la mise en application d'un plan de communication efficace pour les activités du Groupe conseil du carrefour.
- Établir des partenariats avec les acteurs locaux en développement économique.
- Favoriser l'accès des entreprises à de l'information ajustée à leurs besoins.
- Guider les entreprises vers les ressources appropriées.
- Réunir l'ensemble des partenaires de la région de Québec de Développement économique Canada.

3.8 STRATÉGIE CONTACT

Ce centre de veille et de référence des marchés publics pour les régions 03-12 a permis aux entreprises clientes d'obtenir plus de 15 millions \$ de contrats supplémentaires au cours de cette présente année, incluant un mandat de 12 millions \$ à l'international.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ restera un partenaire important pour le développement de ce centre de veille et de référence. Nous verrons à trouver de nouvelles façons de faire connaître les services de Stratégie Contact, particulièrement auprès des entreprises de notre territoire et celui du Groupe conseil du carrefour.

3.9 CONCERTATION RECYCLAGE QUÉBEC

Le CRÉECQ a été l'initiateur de Concertation Recyclage Québec (CRQ) et continue de participer à ce regroupement qui compte maintenant 13 entreprises d'économie sociale et 2 organismes de concertation. Cette année, Concertation Recyclage Québec a développé et contribué au démarrage du projet d'établissement commercial « En Vert et Différences » qui fait la mise en marché des produits de qualité fabriqués par des entreprises d'économie sociale à partir de matières secondaires. L'établissement a ouvert ses portes à l'automne 2000.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ compte poursuivre sa participation au sein de Concertation Recyclage Québec et son soutien technique au démarrage de projets et d'entreprises dans ce domaine.



4. ACCÈS À DES FONDS DE DÉVELOPPEMENT DANS LES QUARTIERS CENTRAUX DE QUÉBEC ET DANS LA VILLE DE VANIER

Le CRÉECQ maintient son mandat d'être proactif auprès des promoteurEs afin d'encourager et d'appuyer les projets créateurs d'emplois sur son territoire.

4.1 INFORMATION SUR LES FONDS DISPONIBLES POUR LA CONSOLIDATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

Le CRÉECQ et son personnel se tiennent au courant de l'ensemble des fonds ou des programmes existants, tant dans le secteur privé (programmes des institutions financières, fondations) que public (programmes de création d'emplois, fonds spéciaux comme le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, etc.) et rendent disponibles ces informations au milieu de différentes façons, soit par nos moyens de communication, lors de rencontres individuelles ou collectives avec des promoteurEs ou encore par l'organisation de rencontres d'information spéciales qui sont très appréciées.

Plan d'action 2001-2002

Nous poursuivrons nos efforts d'information du milieu en matière de sources de financement.

4.2 FONDS D'EMPRUNT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE (QUÉBEC)

Le CRÉECQ appuie toujours la mission du Fonds d'emprunt qui est de rendre accessible le crédit et l'accompagnement à des personnes et groupes de personnes démunies qui désirent démarrer leur entreprise, individuelle ou collective, et qui n'ont pas accès au crédit conventionnel.

En 1999-2000, le Fonds d'emprunt a supporté 14 nouvelles entreprises sur son territoire et accepté des nouveaux prêts à 4 entreprises totalisant des crédits de plus de 126 654 \$. Le Fonds d'emprunt finance toujours les micro-entreprises issues des Cercles d'emprunt de Québec.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ compte poursuivre son support au Fonds d'emprunt par le partage des ressources, des expertises ainsi que par une présence à leur conseil d'administration.

4.3 LES FONDS DU CLD QUÉBEC-VANIER

Outils de première ligne pour le financement des projets d'économie sociale et libérale, les agentEs de développement travaillent à l'élaboration de diverses stratégies financières avec le Fonds d'économie sociale (FDES), le Fonds local d'investissement (FLI) et le Fonds jeunes promoteurs (FJP). La faisabilité, le démarrage ou la consolidation sont des étapes où l'intervention de ces fonds agit comme signal pour les autres partenaires ou comme levier direct à l'émergence du projet. Maison des métiers d'art, CHIQCS, Royaume de la Tarte, Société pour le développement de la rivière Saint-Charles, L'Auberge L'Autre Jardin, Détail Formation, Développement de



Mazenod sont des projets soutenus par l'expertise du CRÉECQ et qui se sont qualifiés pour l'obtention du financement.

Une conseillère aux entreprises du CLD Québec-Vanier travaille en collaboration avec l'équipe du CRÉECQ et a offert un support technique aux entrepreneurEs de projets d'économie sociale et d'économie libérale se traduisant ainsi :

6 entreprises d'économie sociale et 6 entreprises d'économie libérale ont réalisé leurs projets de prédémarrage (2), de démarrage (1), de consolidation (7), d'expansion (1) ou de relocalisation (1), grâce au support financier du CLD Québec-Vanier.

27 entreprises (14 du secteur de l'économie sociale et 13 du secteur de l'économie libérale) ayant reçu du financement du CLD Québec-Vanier ont bénéficié durant l'année de services de suivi afin d'aider au développement de leur organisation.

Il y a également 29 entreprises qui ont obtenu diverses recommandations suite à l'analyse de leur plan d'affaires.

Plan d'action 2001-2002

Par un service d'information et de support à la production des demandes, le CRÉECQ favorisera l'accès des organismes à des sources de financement pertinentes pour leur consolidation, leur développement et la création d'emplois durables.

4.4 FONDS D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI DANS LES QUARTIERS CENTRAUX DE QUÉBEC (FIDE)

Ce Fonds de capital de risque (1,7 million \$) vient en aide aux entreprises d'économie libérale et coopératives des quartiers centraux de Québec qui œuvrent dans les secteurs manufacturiers ou tertiaires moteurs. Depuis décembre 2000, la gestion du FIDE a été confiée au CLD Québec-Vanier.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ s'impliquera de façon plus intensive afin de faire connaître les services offerts par le FIDE aux entreprises de notre territoire. Nous ramènerons la question de la possibilité de permettre aux entreprises d'économie sociale d'avoir accès à ce fonds. Le FIDE devrait devenir un organisme à but non lucratif.

4.5 RÉSEAU D'INVESTISSEMENT SOCIAL DU QUÉBEC (RISQ)

L'entente signée entre le CRÉECQ et le RISQ, dans le cadre de son volet aide technique, a permis de soutenir financièrement 8 projets en économie sociale pour un montant total de près de 40 000 \$. Le comité exécutif du CRÉECQ agit comme comité décisionnel dans l'analyse des projets déposés dans le cadre du RISQ.

- École de Cirque de Québec
- Développement de Mazenod
- Coopérative des horticulteurs de Québec



- Récupération de matériaux de construction de la Capitale Nationale
- CKRL MF 89,1
- Les Promotions de la Coterie
- Fédération régionale des OSBL en habitation de Québec-Chaudière-Appalaches
- Option Métal Recyclé

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ renouvellera son entente avec le RISQ et espère analyser encore au moins 8 nouveaux projets. Nous encouragerons les organisations de la région de Québec, particulièrement celles de notre territoire, à utiliser ces disponibilités financières.

4.6 PROJET D'UN FONDS POUR PRÊTER AUX PERSONNES DANS LE BESOIN

À la demande des Caisses de la Haute-ville de Québec, nous avons mis en place un premier comité qui analysera la faisabilité d'un tel projet et les conditions de réalisation. Le comité est formé pour l'instant des Caisses de la Haute-ville, des CLSC Haute-ville et Basse-ville-Limoilou, du Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec), du Groupe de recherche en animation et planification économique et du CRÉECQ.

Plan d'action 2001-2002

Faire l'analyse de faisabilité et mettre en place ce projet, si les résultats sont concluants.

4.7 FONDS DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION

Le CRÉECQ et son comité Habitation et qualité de vie urbaine ont contribué à ce que le programme AccèsLogis, tel qu'appliqué à Québec, tienne compte des particularités de notre territoire. Des représentations ont été faites auprès de la Ville afin que des points soient prévus dans la grille d'évaluation de projets, pour les projets provenant de notre territoire, dans le cadre de l'appel d'offres qui s'est terminé le 1er juin 2000. Le CRÉECQ a de nouveau fait partie du comité d'évaluation de projets. En ce qui concerne le territoire du CRÉECQ, des fonds ont été attribués pour la réalisation de 37 logements communautaires.

Toutefois, la Ville de Québec a décidé, dans sa nouvelle politique d'habitation, d'élargir l'application d'un certain nombre de mesures à un territoire plus vaste, rendant moins exclusif l'accès à ces fonds à compter du 1er mai 2001.

Plan d'action 2001-2002

Le comité Habitation et qualité de vie urbaine et ses membres vont continuer de travailler en faveur de l'impact optimal, sur le territoire du CRÉECQ, des programmes d'aide à l'habitation, particulièrement le programme AccèsLogis dans le domaine du logement communautaire.

De plus, le CRÉECQ poursuivra ses représentations auprès de la Ville de Québec afin d'obtenir que 30 % des nouveaux développements en habitation soient réalisés en logements sociaux et communautaires.



4.8 FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

Plusieurs projets accompagnés par le CRÉECQ ont été acceptés, permettant la création de près de 50 emplois. Nous avons également conseillé quelques organismes dans leur démarche de demande de prolongation de projet, ce qui a entraîné la consolidation de 5 emplois.

Par ailleurs, nous avons effectué des représentations afin que la reconduction du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail (FLCP), annoncée en mars 2000, amène des modalités d'application orientées le plus efficacement possible vers les besoins de résidentEs, des entreprises et des organismes de notre territoire.

Nous avons également organisé une importante rencontre d'information du milieu, en août 2000, avec la collaboration des bureaux national et régional du FLCP et des deux représentantes du milieu communautaire au Comité régional d'approbation de projets. Près de 100 personnes ont participé à cette rencontre.

Plan d'action 2001-2002

Nous continuerons d'aider des organismes et des entreprises à développer des projets pouvant être financés par le FLCP, tout en demeurant attentif aux modalités d'application pour assurer un impact optimal dans notre milieu. Nous organiserons une rencontre de la Table milieu, avec la participation des représentantes du milieu communautaire au Comité régional d'approbation de projets et des organismes et entreprises de notre territoire intéressés à échanger avec celles-ci sur l'application du FLCP dans notre région.

5. INTÉGRATION SOCIOPROFESSIONNELLE ET À L'EMPLOI

5.1 COMPAGNONNAGE VERS L'EMPLOI

Le projet Compagnonnage vers l'emploi est un projet d'intégration au marché du travail qui est issu d'un partenariat réunissant la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, l'Association pour la défense des droits sociaux du Québec métropolitain, le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur, 3 groupes d'intégration au travail (Portage Québec, Centre de formation de Québec et Atelier préparatoire à l'emploi) et le CRÉECQ.

Ce projet a comme objectif de réinsérer 20 personnes de 30 à 50 ans, dans des emplois durables et ce, par un processus d'accompagnement et d'aide salariale à l'entreprise. La clientèle visée provenait majoritairement de l'Enquête conscientisante.

Après un exercice de 68 semaines, nous sommes en mesure de constater que 9 personnes sur 20 occupent toujours un emploi et que leurs salaires se situent entre 8,30 \$ et 13 \$ de l'heure. Quant aux autres participantEs, ils ont emprunté un parcours plus adapté à leurs besoins.



Le portrait de notre clientèle peut se dessiner ainsi : 45 % des participantEs sont en emploi, 25 % sont toujours en recherche d'emploi, 10 % sont retournés aux études, 10 % sont présentement à développer leur propre entreprise et 10 % ont obtenu un certificat d'inaptitude à l'aide sociale.

Une demande de prolongation s'extensionnant jusqu'au 29 juin 2001 a été acceptée par le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. Celle-ci serait effective à compter du 15 mars 2001, date qui correspond à la fin du présent projet. Cette extension nous permettra ainsi d'encadrer les participantEs qui sont toujours en recherche d'emploi et, pour ceux déjà en emploi, de continuer à travailler à leur maintien.

Plan d'action 2001-2002

Pour les candidatEs qui bénéficieront de la prolongation, notre mandat se situe au niveau de l'encadrement et du maintien en emploi. Il est à noter que nous continuerons à travailler avec les candidatEs déjà inscrits au projet. Aucun nouveau participantE ne sera ajouté dans cette prolongation. Nous prévoyons ainsi augmenter nos objectifs de placements et ce, tout en poursuivant notre partenariat.

Nous avons déposé un autre projet « Compagnonnage phase 2 » en mars 2001, qui a été bonifié de l'expérience acquise jusqu'à présent. La description du projet correspond sensiblement au projet antérieur. La durée quant à elle, passe de 68 à 78 semaines. Cet ajout nous permettra d'augmenter nos services personnalisés et d'enrichir nos ateliers préparatoires à l'emploi auprès des individus afin qu'ils augmentent leur chance d'intégrer le marché du travail et par conséquent, améliorer leur condition de vie.

Deux nouveaux partenaires viennent s'ajouter à notre comité de coordination. Il s'agit de la Commission scolaire de la Capitale et de l'Armée du Salut. L'Atelier préparatoire à l'emploi (APE) sera le seul à agir à titre de partenaire du dossier, contrairement à l'année précédente où trois groupes assuraient la représentativité des groupes travail. Toutefois, les organismes communautaires tels : l'Association pour la défense des droits sociaux du Québec métro et le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur, tout en continuant d'appuyer le projet, se retirent du comité de coordination afin de poursuivre leur mission dans d'autres créneaux. Si le projet est accepté, il sera effectif à compter du 3 juillet 2001.

5.2 PROJET NOVATEUR

Fort d'une belle complicité développée avec le Centre local d'emploi (CLE) des Quartiers Historiques, nous avons facilité le démarrage du projet *Entreprendre Ensemble* élaboré par l'organisme les Aspirants Travailleurs. D'autres projets novateurs sont en gestation.

Plan d'action 2001-2002

En synergie avec le CLE des Quartiers Historiques, le CRÉECQ continuera d'être proactif dans l'accompagnement des groupes du milieu pour permettre à des projets novateurs de voir le jour et ainsi faciliter l'intégration socioprofessionnelle au marché du travail des résidentEs dits exclus.

5.3 CENTRE VANIÉROIS DE L'EMPLOI

En collaboration avec la table du Centre Vaniérois de l'emploi, le CRÉECQ a participé activement au comité de suivi du premier projet *Jeunes stagiaires Canada de Développement des ressources humaines Canada (DRHC)*. Étant donné les excellents résultats du premier projet avec



18 personnes en emploi, nous avons participé à l'élaboration du volet 2 et sommes toujours activement impliqués dans le comité de suivi qui a déjà permis à une vingtaine de personnes sans emploi de vivre une expérience de travail significative. Dans ce contexte, nous avons animé la première édition d'un déjeuner reconnaissance des participantEs et employeurs qui ont fait du projet Jeunes stagiaires Canada un franc succès.

Le plan d'action de la table prévoyait l'embauche d'une personne à la permanence. Le CRÉECQ a été partie prenante du comité qui a obtenu du financement via le Fonds de lutte et a embauché l'agent de développement.

Plan d'action 2001-2002

Le Centre Vaniérois de l'emploi discutera de son plan d'action en début d'année. Plusieurs projets seront mis de l'avant grâce à l'apport de l'agent de développement. Il est question, entre autres, d'un troisième projet Jeunes stagiaires Canada et d'un projet Service jeunesse Canada.

5.4 PROJETS SPÉCIAUX DU COLLÈGE ÉLECTORAL INTÉGRATION TRAVAIL

À la suite du dépôt du rapport final pour la mise en place d'une coopérative d'achats de biens et services, les membres du collège électoral Intégration Travail ont nommé un comité provisoire et ils ont décidé à l'unanimité de créer une coopérative avec une structure très légère pour ne pas avoir, à court terme, à embaucher de permanence.

Le comité de promotion a organisé, en collaboration avec Emploi-Québec, une tournée des partenaires avec des agentEs de 7 Centres locaux d'emploi qui ont visité près de 30 organismes travail. L'activité de clôture a réuni une centaine de personnes.

Par ailleurs, le comité Stage et Placement a sélectionné l'Atelier de préparation à l'emploi (APE) comme groupe porteur avec lequel le représentant du CRÉECQ va effectuer les démarches de financement de ce projet, qui sera un investissement gagnant pour les personnes sans emploi. Rappelons que l'idée du projet Stage et Placement est de mettre en place une centrale de stages rémunérés préemploi, qui permettraient aux organismes membres du collège de financer les premières semaines à l'emploi pour leurs clientEs en difficulté d'intégration au travail.

Finalement, un comité spécial a travaillé à élaborer le concept et à assurer l'animation de la Place du marché du travail qui regroupait 16 organismes travail lors de l'événement Milieu urbain : Milieu humain.

Plan d'action 2001-2002

Dès cette année, la coopérative d'achats de biens et services devrait débuter graduellement ses activités. Pour le projet Stage et Placement, nous continuons, en partenariat avec le groupe porteur, à effectuer les démarches de financement afin de démarrer le projet le plus tôt possible. Une deuxième tournée des partenaires est déjà prévue pour mai 2001 et pourrait donner lieu à une journée de ressourcement sur l'intervention clientèle avec les mêmes participantEs.



5.5 CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RÉCUPÉRATION DE QUÉBEC (CFER)

Le CRÉECQ a un siège d'office au conseil d'administration du CFER. Nous les accompagnons dans leurs démarches de consolidation de l'entreprise en récupération de mobilier scolaire et en informatique.

Le CFER a connu, cette année, des problèmes financiers majeurs et a obtenu du financement pour faire une étude diagnostic de l'entreprise (Comité d'adaptation de la main-d'œuvre, CAMO). La conclusion de cette étude démontre clairement que le CFER doit redéfinir ses créneaux afin que les élèves se réalisent davantage. Ces changements ont occasionné des mises à pied et un resserrement majeur des dépenses.

Plan d'action 2001-2002

Nous continuerons, d'appuyer la démarche du CFER, selon les nouvelles orientations qui auront été mises en place par son conseil d'administration.

5.6 RÉCUPÉRATION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION DE LA CAPITALE NATIONALE

L'étude de faisabilité pour le démarrage de l'entreprise d'économie sociale, Récupération de matériaux de construction de la capitale nationale, a été mise en veilleuse lors du dépôt du rapport d'étape. Les partenaires pourraient bientôt s'entendre sur le financement du prédémarrage de l'entreprise.

Plan d'action 2001-2002

Dans l'éventualité où le projet fonctionne, la personne embauchée comme chargéE de projet aura comme mandat de compléter le plan d'affaires. Récupération de matériaux pourrait opérationnaliser un partenariat-terrain avec la Société d'habitation du Québec dans le cadre de certains de ses programmes. La Ville de Québec pourrait également être impliquée. De plus, nous attendons que notre demande dans le cadre de la politique de gestion des matières résiduelles du ministère de l'Environnement (Action 7) soit acceptée et permette à l'entreprise de voir le jour et de créer des emplois, particulièrement pour des personnes faiblement scolarisées.

5.7 EXPÉRIMENTATION D'UN PROCESSUS GLOBAL D'ACCOMPAGNEMENT

Le projet « Processus global d'accompagnement » est une des suites de l'Enquête consciencieuse. Ce projet expérimental, issu d'une concertation de plusieurs groupes du milieu, a connu une première phase de six mois parsemée d'apprentissages. En janvier 2001, un nouveau groupe porteur et une nouvelle intervenante ont relancé le projet pour une année supplémentaire d'expérimentation. La priorité est toujours accordée aux personnes sans emploi du territoire du CLE de Limoilou qui ont participé à l'Enquête. Rappelons que la démarche est volontaire, centrée sur la personne, et s'arrête lorsque l'insertion est vraiment terminée.

Plan d'action 2001-2002

Le projet expérimental, regroupant environ 12 personnes, va se continuer tout au long de l'année.



5.8 GARAGE ÉCOLOGIQUE

Le projet « Garage écologique » est une entreprise d'économie sociale qui pourrait offrir des services d'entretien mécanique mineur et d'esthétique pour véhicules motorisés. Le CRÉECQ a participé aux premiers pas de ce projet avant-gardiste, parrainé par Intégration Jeunesse du Québec. Nous avons soutenu l'élaboration du plan d'affaires et les démarches de financement de cette entreprise.

Plan d'action 2001-2002

Nous travaillerons activement à arrimer tous les partenaires pour compléter le montage financier et nous accompagnerons Intégration Jeunesse dans le démarrage du premier « Garage écologique » en Amérique du Nord.

6. HABITATION ET VIE URBAINE

6.1 COMITÉ HABITATION ET QUALITÉ DE VIE URBAINE

Le comité Habitation et qualité de vie urbaine du CRÉECQ, formé d'une dizaine d'organismes du milieu, poursuit ses travaux afin d'optimiser la concertation des intervenantEs dans ce domaine. Cette année, le comité a tenu 7 réunions.

Parmi les activités à signaler, notons la participation de plusieurs membres de notre comité à la consultation de la Ville de Québec tenue au printemps sur son projet de Politique d'habitation. Soulignons que le CRÉECQ a lui-même déposé et présenté un mémoire. La politique a été rendue publique en janvier 2001 et plusieurs des mesures annoncées seront en place à compter du 1^{er} mai 2001.

Plan d'action 2001-2002

Le comité poursuivra ses travaux ainsi que ses représentations auprès de la Ville de Québec. Il encouragera la participation de ses membres au Comité de suivi de la politique d'habitation qui devrait être mis en place en avril 2001. Le CRÉECQ sera représenté à celui-ci.

Le CRÉECQ et les membres de son comité feront des représentations auprès des autorités impliquées afin de s'assurer que la politique d'habitation de la Ville de Québec actuelle reste la base de discussions pour une politique touchant le territoire de la ville nouvelle.



7. IMPLICATION DU MILIEU ET DE LA POPULATION

7.1 ÉVÉNEMENT MILIEU URBAIN : MILIEU HUMAIN

Cet événement avait comme objectif général de faire prendre conscience que ça bouge pour l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers centraux de Québec et dans la ville de Vanier.

Pour l'organiser et le réaliser, nous avons mis en place une structure organisationnelle qui a mobilisé une quarantaine de personnes qui se sont impliquées bénévolement à l'intérieur de quatre comités : organisateur, culturel, communications et finances.

Quelques chiffres

- 21 prestations ont été retenues selon les critères : territoire, qualité artistique, et lien avec la qualité de vie. Environ 2 000 personnes ont assisté aux différents spectacles
- Plus de 50 débats-discussions et 312 personnes y ont participé
- 120 exposants : entreprises d'économie sociale ou libérale, organisations communautaire, syndicale et gouvernementale. Près de 1 500 personnes ont visité les kiosques
- Plus de 150 bénévoles lors de l'événement
- Plus de 70 partenaires financiers
- Plusieurs centaines d'heures de bénévolat de la part de nos membres et partenaires

Pour une première activité de cette envergure, nous avons atteint les objectifs de participation que nous nous étions fixés. Cet événement nous aura permis de développer une nouvelle approche pour rejoindre le milieu avec lequel nous travaillons. Le travail réalisé et les commentaires reçus nous aideront à mieux cibler les forces et les faiblesses d'une telle organisation dans l'avenir.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ pourrait s'impliquer à nouveau dans un événement similaire, à condition qu'il soit parrainé par plusieurs organisations du milieu.

7.2 RIVIÈRE SAINT-CHARLES

Le CRÉECQ est présent sur les deux comités de la Ville de Québec qui travaillent sur le dossier de la rivière Saint-Charles : le Comité de promotion et le Comité de suivi.

Plan d'action 2001-2002

Nous entendons poursuivre notre participation aux comités reliés au projet de dépollution et de renaturation de la rivière Saint-Charles qui coule au coeur de notre territoire.

7.3 SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RIVIÈRE SAINT-CHARLES

À la suite du panel sur les enjeux du développement de la rivière Saint-Charles, lors de la dernière assemblée générale, nous avons été au centre du processus de mise sur pied de la Société pour le développement de la rivière Saint-Charles (la Société), dont la mission est « Agir pour favoriser



le développement socio-économique local de la rivière Saint-Charles ». La Société a embauché un chargé de projet qui a comme mandat d'élaborer le plan d'affaires et de mettre en place des projets structurants en lien avec la mission. Entre autres, un projet Service jeunesse Canada, financé par Développement des ressources humaines Canada (DRHC), a permis l'embauche d'une coordonnatrice responsable de 10 participantEs entre 18 et 29 ans qui travaillent ensemble à la mise en valeur de la rivière par des projets ponctuels.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ va continuer à collaborer au développement de la Société et s'impliquera dans la mise en place de projets structurants qui auront un impact positif pour les résidentEs et le développement socio-économique local de notre territoire.

7.4 PROJET INFOROUTE-POINTS D'ACCÈS-INITIATION DE LA POPULATION

L'organisme Communautaire, basé à Montréal, et des organismes de 7 régions du Québec, dont le CRÉECQ, ont développé le projet « Inforoute-Points d'Accès-Initiation de la population ». Ce projet, financé par le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, volet national, a permis de développer dans le milieu communautaire de nouveaux points d'accès à l'informatique et aux nouvelles technologies de l'information pour des clientèles connaissant peu et utilisant peu celles-ci, notamment les personnes âgées et les personnes peu scolarisées.

Deux animatrices ont été engagées à Québec en mars 2000. Le projet s'est étendu sur un an, comprenant les phases de formation des animatrices et d'organisation des points d'accès. En 9 mois d'opération avec la clientèle, elles ont donné 627 initiations Internet à 333 personnes différentes dans 3 points d'accès situés à Vanier et dans les quartiers Saint-Sauveur et Limoilou.

Les impacts sont très positifs et les organismes communautaires impliqués, le Comité des citoyens et citoyennes du quartier St-Sauveur (CCCQSS), l'Association pour la défense des droits sociaux du Québec métro (ADDSQM), la Ruche Vanier, Ressources-Parents Vanier et le Centre R.I.R.E. 2000 ont tous l'intention de continuer de participer au projet.

Le CRÉECQ et ses partenaires locaux, en concertation avec Communautaire et les autres régions impliquées du Québec, ont entrepris des pourparlers avec le FLCP afin que celui-ci finance ce projet pour une autre année. Nous avons aussi développé d'autres projets intéressants pour le milieu dans le domaine de l'accès à l'informatique et à Internet permettant de diversifier les sources de financement de cette activité. Les réponses à nos demandes de financement ne sont pas encore connues.

Plan d'action 2001-2002

Le CRÉECQ, en collaboration avec ses partenaires locaux et des autres régions du Québec, poursuivra cette activité de développement de l'accès à l'informatique et à Internet aux milieux défavorisés, si le financement le permet. Nous entreprendrons avec le milieu et avec la collaboration à venir du CLD Québec-Vanier, une démarche de recherche-développement afin d'identifier la formule d'organisation optimale pour permettre la consolidation et le développement de cette activité et des emplois déjà créés et à venir.



7.5 COMITÉ REBÂTIR LA RUE SAINT-JOSEPH

En plus du suivi sur la revitalisation de la rue Saint-Joseph, le Comité a travaillé à la mise sur pied d'un centre de jour, Rendez-Vous Centre-Ville. Ce centre opère depuis novembre 2000 deux points de services : au rez-de-chaussée de l'église Saint-Roch et à la Maison l'Auberivière.

Plan d'action 2001-2002

Nous continuerons de suivre la revitalisation de la rue Saint-Joseph tout en discutant du mandat futur du comité. Nous devons également nous poser la question du futur statut légal de Rendez-Vous Centre-Ville.

7.6 ENQUÊTE CONSCIENTISANTE AVEC LES PERSONNES SANS EMPLOI

Le CRÉECQ, huit organismes du milieu et un professeur de l'Université Laval, ont réalisé ce projet de recherche-action qui s'est terminé au printemps 1999. Plus de 350 personnes sans emploi ou occupant un emploi précaire ont été rencontrées, en petits groupes, dans le cadre de l'Enquête conscientisante. Un bon nombre d'entre elles ont participé ou se sont impliquées dans des suites de cette Enquête.

Plusieurs projets sont nés de l'Enquête. Mentionnons notamment le projet « Compagnonnage vers l'emploi », le projet d'expérimentation dans un CLE d'un processus global d'accompagnement en formation, insertion sociale et économique, la naissance du Théâtre des sans emploi, etc.

Le Collectif restreint des suites de l'Enquête, dont le CRÉECQ fait partie, a travaillé à l'organisation du Forum sur les suivis de l'Enquête, tenu le 24 mars 2001. L'objectif de ce Forum était de faire le bilan des suites de l'Enquête. Plus de 50 personnes y ont participé, dont la moitié étaient des participantEs à l'Enquête.

Plan d'action 2001-2002

Le Collectif restreint de l'Enquête, qui coordonne les suites, cessera ses activités en juin 2001, mettant fin à une démarche importante qui aura duré presque 5 années. Le CRÉECQ continuera, quant à lui, sa collaboration aux pistes d'action issues de l'Enquête conscientisante.

8. FORMATION

8.1 FORMATION ET IMPLANTATION DU PRIX DE REVIENT

Le CRÉECQ a obtenu une partie du financement via Emploi-Québec pour démarrer la formation en gestion de projet et implantation d'un prix de revient. Cette formation, théorique et pratique, a comme objectif l'implantation du prix de revient dans 8 entreprises d'économie sociale.

Plan d'action 2001-2002

La formation et implantation du prix de revient se terminera à l'automne 2001. Cette expérience, unique à Québec, permettra de développer un outil de prise de décision pour les gestionnaires, d'établir des méthodes de travail efficaces et d'élaborer des offres de service reflétant la réalité financière des entreprises. Un « club » en prix de revient verra le jour une fois cette démarche d'implantation complétée.



8.2 PROJET JEUNES VOLONTAIRES

Le CRÉECQ s'associe à la mesure Jeunes Volontaires qui permet d'accompagner les initiatives de jeunes dans le développement d'un projet ou d'une entreprise. Cette année, nous sommes associés au projet d'une jeune femme développant un nouvel organisme dans le domaine social, dans le quartier St-Sauveur.

Plan d'action 2001-2002

Nous continuerons d'accompagner le projet actuel, en plus de répondre aux demandes qui nous sont adressées pour du parrainage, avec l'intention de référer à des réseaux habilités à encadrer la démarche.

9. COMMUNICATIONS

9.1 INFO CRÉECQ

L'Info CRÉECQ est distribué par télécopieur et/ou par Internet, aux deux semaines, à près de 800 organismes, entreprises et individus.

9.2 RÉPERTOIRE DES RESSOURCES LOCALES

Une nouvelle parution papier du répertoire a été mise à jour et est disponible depuis juin 2000. Le répertoire est également disponible sur notre site Internet au : www.creecq.qc.ca

9.3 SITE INTERNET

Nous sommes à finaliser la reconstruction de notre site Internet afin de le rendre plus accessible à nos membres, nos collaboratrices, nos collaborateurs et à toutes personnes s'intéressant au développement économique communautaire.

Plan d'action 2001-2002

Nous entamerons une campagne de publicité pour encourager toutes les personnes intéressées par la revitalisation de notre territoire ou par le développement économique communautaire à s'abonner à l'Info CRÉECQ.

Nous bonifierons notre site afin d'y retrouver, entre autres, tous les textes que nous produisons.

En collaboration avec quelques partenaires, nous proposerons à Emploi-Québec de réaliser une étude de faisabilité pour offrir une nouvelle page Web qui ferait connaître les emplois proposés, principalement en économie sociale, et cela tant au niveau régional, provincial, national et pourquoi pas, international.



9.4 PLAN DE COMMUNICATION

Nous avons au cours de l'année engagé une personne responsable des communications. Le travail est amorcé, en collaboration avec un comité, pour la mise en place d'un premier plan de communication. De plus, deux conférences de presse ont été organisées pour deux organismes externes. Également, deux accueils ont été faits, en collaboration avec la Ville, pour des nouvelles personnes travaillant dans Saint-Roch. Nous avons également collaboré à l'organisation du Brunch du Maire pour la Fondation Saint-Roch.

Plan d'action 2001-2002

Nous finaliserons notre plan de communication 2001-2002 et amorcerons celui de 2002-2005. Nous ferons également l'analyse de nos besoins en communications et ceux de différents partenaires ainsi que les possibilités de financement afin de se donner une ressource permanente en communication.

9.5 VILLE NOUVELLE

La Commission de l'aménagement du territoire a invité le CRÉECQ à présenter un mémoire sur le projet de loi 170. Loi portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais. Ce document est disponible à nos bureaux.

Le CRÉECQ a rencontré près d'une trentaine de décideurEs de la région afin de leur rappeler notre mission et de discuter avec eux de notre place dans toute cette réorganisation.

Plan d'action 2001-2002

Nous continuerons notre démarchage afin de s'assurer que notre mission est bien comprise et pour nous permettre de saisir comment ces personnes voient le travail du CRÉECQ après cette réorganisation. Nous inviterons nos membres à des rencontres-échanges qui nous permettront de connaître leur opinion sur le sujet. Tout cela viendra alimenter le conseil d'administration dans le choix de notre futur positionnement.

10. FONCTIONNEMENT/GESTION INTERNE

10.1 INSTANCES DU CRÉECQ

Nous comptons actuellement plus de 220 membres, répartis dans 7 collèges électoraux : entreprises à but lucratif, communautaire, syndical, entreprises coopératives et à but non lucratif, organismes d'intégration au travail, institutionnel et les membres individuels.

Le conseil d'administration s'est réuni 9 fois cette année. Le comité exécutif a, quant à lui, tenu 7 rencontres. Il faut également ajouter plus de 25 rencontres dans le cadre de la réorganisation municipale.



Une journée de formation, portant sur les relations avec les médias, a réuni des membres du conseil d'administration, des différents comités et de l'équipe de travail. Suite à cette journée, le conseil d'administration a décidé de préparer un premier plan de communication.

L'assemblée générale de juin dernier a été couronnée de succès grâce à la participation de près de 100 personnes, membres et collaboratrices/teurs du CRÉECQ, en plus des personnes qui sont venues au mini-salon que nous avons tenu avant l'assemblée.

10.2 ÉVALUATION DU CRÉECQ

Pour la présente année, nos énergies ont été investies dans la mise en place d'une feuille de temps informatisée, qui nous permettra de comptabiliser le temps consacré par les travailleuses/eurs à chaque dossier.

Plan d'action 2001-2002

Nous souhaitons finaliser la mise en place de nos outils d'évaluation en collaboration avec le Programme d'assistance technique en développement économique communautaire (PATDEC) et le Groupe Éconov.

11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

- Mémoire sur la loi 170, par PGP Ressources
- La Société Acheteuse Accession Maison (Saint-Sauveur)
- Le Mobiliseur, dans le cadre de l'Enquête conscientisante
- Projet de la rivière Saint-Charles, Momentum
- Détail formation, Association des gens d'affaires du Faubourg
- Le Carrefour des enfants de Saint-Malo
- Étude portant sur les ententes de services du CLD Québec-Vanier, La Firme
- Comité Rebâtir la rue saint-Joseph
- Projet d'implantation d'une coopérative de travail



LES ACTIONS DU CRÉECQ SONT RÉALISÉES EN CONCERTATION AVEC LE MILIEU

SECTEUR D'ACTIVITÉ

Artistique/culturel	109
Commerce de détail	14
Commerce en gros	0
Distribution	0
Service à l'entreprise	6
Service à la personne	26
Manufacturier	83
Haute technologie	0
Informatique	0
Tourisme	18
Restauration	4
Autres	1

EMPLOI

Femme	166
Homme	61
Nbr. d'emplois créés	106
Nbr. d'emplois maintenus	151
Suivi après intervention	25

SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Vanier	26
St-Roch/St-Sauveur	186
Limoilou (Vieux-L./ Maizerets/Lairet)	7
St-Jean-Baptiste	1
Autres quartiers de Québec	6
CLE Quartiers Historiques	189
CLE Limoilou	9
CLE Vanier des Rivières	28

TYPE

COOP	2
OBNL	26
À but lucratif	30
Travailleuses/eurs autonome	16

FINANCEMENT

Fonds d'emprunt	4
FLI	6
FDES	15
FIDE	0
RISQ	8
Autres	22

N'apparaît pas dans ces statistiques le temps investi par l'équipe de travail auprès des entreprises ou organismes qui ont nécessité des interventions de moins de 10 heures, notamment les analyses des projets déposés dans le cadre du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) où le comité exécutif du CRÉECQ agit comme comité décisionnel.

N'ont pas été comptabilisés, les dossiers de la ressource du CLD Québec-Vanier rattachée au CRÉECQ, ni les dossiers du Fonds d'emprunt économique communautaire financés partiellement par le CRÉECQ.



LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES NOUS AVONS COLLABORÉ EN 2000-2001

- Accès entreprise
- Adoption chats sans abris
- Aspirants Travailleurs (Es)
- Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées
- Atelier le coup de main
- Atout Fer
- Auberge L'Autre Jardin
- Boulangerie coopérative artisanale les Co
- Café Nagua
- Café rencontre la Grenouille
- Carrefour des enfants de St-Malo
- Centre de formation en entreprise et récupération de Québec
- Centre R.I.R.E. 2000
- Centre Vaniérois de l'Emploi
- Chamann Photo
- CKRL MF 98,1
- Comité d'action des personnes vivant avec des situations d'handicap (CAPVISH)
- Confection Haut de gamme Industrielle de Québec, Coopérative de Solidarité (CHIQCS)
- Conserverie du Quartier
- Coopérative d'entretien ménager Fleurie
- Coopérative des horticulteurs de Québec
- Coopérative du Royaume de la Tarte
- Corporation de développement de Mazonod
- Côte à Côte
- Cynthia Marcil
- Détail Formation
- Détente dynamique
- École de musique Arquemuse
- Écussons Exclusifs
- Enfance à petits pas
- Enseignes Jean Chaîné
- EnVÉLOppe
- Épicerie J.A. Moisan
- Fabrique – Atelier collectif de céramique
- Fédération régionale des OSBL en habitation de Québec-Chaudière-Appalaches (FROHQC)
- Fondation Conseil Culture
- Groupe Sismique
- Il était une fois ...
- Intégration Jeunesse
- Jean Gagné enr.
- La Vitrais
- Lis-moi tout Limoilou
- Louise Fillion
- Maison de production culturelle africaine
- Maison des Métiers d'Art
- Materia
- Nikita Création
- Oculi Manus
- ŒIL
- Option métal recyclé du Québec
- Petit Caprice
- Projet de coopérative culturelle
- Promotion la Côte
- Radio Port d'Attache
- Récupération de matériaux de construction de la capitale nationale
- Regroupement d'éducation populaire et d'action communautaire 03-12 (RÉPAC)
- Regroupement des entreprises du Parc industriel Saint-Malo
- Rendez-vous centre-ville (L'Auberivière)
- Ressources Parent Vanier
- Service familial d'accompagnement supervisé
- Société Acheteuse Accession Maison
- Société pour le développement de la rivière Saint-Charles
- Stéphane Miller, designer
- Stéphanie Lemelin, joaillière
- Stratégie Contact
- Tam! Tam! Café
- Théâtre des sans emploi
- Unisoft
- VIDERE



CONCLUSION

Nous tenons à remercier les partenaires avec qui nous avons réalisé bon nombre de projets au cours de l'année 2000-2001, plus particulièrement : Développement économique Canada, le Centre local de développement Québec-Vanier, la Ville de Québec, Emploi-Québec, les 3 Centres locaux d'emploi (Quartiers Historiques, Vanier Des Rivières et Limoilou) ainsi que le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.

PARTENAIRES FINANCIERS

Ministère de la Culture et des Communications Agnès Maltais (députée de Taschereau), Gouvernement du Canada, Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), Fonds de solidarité FTQ, Centraide, Direction des ressources humaines Canada, Québec en Vitrine (ministère de l'Industrie et du Commerce), ministère Responsable de la région, ministère des Affaires Municipales, ministère de la Solidarité Sociale, Caisse d'économie Desjardins des travailleuses et travailleurs (Québec), Caisses Desjardins de Limoilou, Société d'habitation du Québec, Communauté urbaine de Québec, Confédération des syndicats nationaux (CSN), Fondation, Christiane Gagnon (députée de Québec), Diane Barbeau (députée de Vanier), Michel Després (député de Limoilou), Linda Goupil (ministre responsable de la condition féminine), Conseil des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Caisses Desjardins du centre-ville, Caisses Desjardins de Vanier, Caisses Desjardins de Québec.

NOS AUTRES PARTENAIRES FINANCIERS

Au-delà de nos activités régulières, nous avons réalisé cette année l'événement Milieu urbain : Milieu humain avec plus de 70 partenaires financiers. Nous désirons profiter de l'occasion pour remercier tous nos membres et collaboratrices/collaborateurs (bénévoles, fonctionnaires et intervenantEs du milieu), sans qui la réalisation de tout ce travail aurait été impossible.

REPRÉSENTATIONS

Voici les comités et organismes auxquels des personnes représentantes du CRÉECQ ou l'équipe de travail sont associés ou ont été associés :

Conseils d'administration

- Centre de formation en entreprise et récupération (CFER) de Québec
Colombe Massicotte, trésorière
- Centre local de développement Québec-Vanier
Jacques Beaudet, observateur
- Chantier de l'économie sociale (rattaché au CDEC du Québec)
Jacques Beaudet, vice-président



- Confection Haut de gamme Industrielle de Québec, Coopérative de Solidarité (CHIQCS)
Gisèle Dussault, trésorière
- Développement de Mazenod
Bernard Mercier, observateur
- Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)
Robert Giguère, trésorier
- Fonds d'investissement et de développement de l'emploi dans les quartiers centraux de Québec (FIDE)
Jacques Beaudet, secrétaire
- Institut Canadien de Québec
Gisèle Dussault, administratrice
- L'Auberge L'Autre Jardin
Gisèle Dussault, administratrice
- Maison des Métiers D'Art
Gisèle Dussault, administratrice
- Récupération de matériaux de construction de la Capitale nationale
Bernard Mercier, observateur
- Réseau québécois du crédit communautaire
Colombe Massicotte, administratrice
- Société pour le développement de la rivière Saint-Charles
Bernard Mercier, observateur
- Stratégie Contact
Jacques Beaudet, administrateur
André Paquet, administrateur

Autres

- Centre local de développement (CLD) Québec-Vanier
Gisèle Dussault, comité d'évaluation pour la mesure Soutien au travail autonome
Bernard Mercier, comité du PLACÉE
Jacques Vandal, comité du PLACÉE
- Centre Vaniérois pour l'emploi
Bernard Mercier
- Collectif régional de réflexion sur l'économie sociale
Roger Beaudoin
- Collectif restreint des suites de l'Enquête conscientisante avec les personnes sans emploi
Roger Beaudoin
- Communautaire
Roger Beaudoin, comité de coordination Accès Internet
- Chantier de l'économie sociale
Roger Beaudoin, comité de veille
- Comité Femmes Centre-Ville
Chantale Laplante
- Comité Rebâtir la rue St-Joseph
Jacques Beaudet



- Comité régional d'économie sociale (rattaché au CRCDQ)
Roger Beaudoin
- Concertation Recyclage Québec
Roger Beaudoin
- Processus global d'accompagnement (une des suites de l'Enquête conscientisante)
Bernard Mercier, comité de suivi
- Regroupement des CDEC du Québec
Jacques Beaudet
- Réseaux Culture
Gisèle Dussault, table de concertation
- Rivière St-Charles
Denis Bédard, Comité de suivi
Nicol Tremblay, Comité de promotion
- Table de l'approvisionnement (GRAPPE)
Jacques Beaudet



QUELQUES DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LE 17 MAI 2000

- Dépôt d'un mémoire aux consultations de la Ville de Québec sur la nouvelle politique d'habitation de la Ville.
- Signature d'un contrat avec la Coopérative de travail Anim'Action pour qu'il coordonne l'organisation de l'événement Milieu urbain : Milieu humain.

LE 21 JUIN 2000

- Entente signée avec Développement économique Canada concernant notre financement pour l'année 2000-2001.
- Soutien financier aux Cercles d'emprunt de Québec jusqu'au mois de septembre 2000.
- Nomination d'une représentante au Réseau québécois du crédit communautaire.

LE 13 SEPTEMBRE 2000

- Signature d'un contrat pour la nouvelle couverture du territoire avec Développement économique Canada pour l'année financière 2000-2001.

LE 11 OCTOBRE 2000

- Augmentation de la marge de crédit de 50 000 \$ à 75 000 \$ avec la Caisse d'économie Desjardins des travailleuses et travailleurs (Québec).

LE 22 NOVEMBRE 2000

- Mise sur pied d'un comité de travail pour préparer notre premier plan de communication.
- Utilisation par le CRÉECQ du nom « Les Cercles d'emprunt de Québec ».
- Demandes au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail et au Programme d'accès communautaire pour la reconduction du projet Info-route-Points d'accès-Initiation de la population.



LE 13 DÉCEMBRE 2000

- Rapport du Comité de surveillance du 14 novembre 2000.
- Mémoire à la Commission de l'aménagement du territoire sur le projet de loi no 170 portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale.
- Demande au gouvernement du Québec de mettre en place un seul Centre local de développement pour le territoire de la nouvelle ville de Québec.

LE 7 FÉVRIER 2001

- Adoption d'un nouvel organigramme comme outil officiel de travail.

LE 28 MARS 2001

- Annulation de la dernière rencontre du Comité de surveillance, compte tenu que la vérification annuelle se fera sous peu.
- Demande au Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail pour la phase deux du projet Compagnonnage vers l'emploi et que madame Diane Giguère soit la chargée de projet embauchée.
- Proposition d'une candidature pour représenter le CRÉECQ au Comité de suivi de la politique d'habitation de la Ville de Québec.



LISTE DES LETTRES D'APPUI PRODUITES PAR LE CRÉECQ 2000-2001

Carrefour jeunesse emploi de la Capitale Nationale

Appui à leur démarche, en association avec tous les Carrefours jeunesse emploi du Québec, pour obtenir un ajustement à la hausse de leur enveloppe budgétaire globale pour la consolidation de leurs assises. (Avril 2000)

Carrefour de pastorale en monde ouvrier

Appui au projet favorisant la participation des citoyennes/ens à la vie démocratique, dans le cadre du Programme de soutien à la participation civique. (Avril 2000)

Recyclage Vanier

Appui à la demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'aide aux entreprises d'économie sociale, œuvrant dans les secteurs de la gestion des matières résiduelles, du Gouvernement du Québec. (Juin 2000)

Centre de ressources en création d'entreprises collectives

Appui à la demande au Bureau des technologies d'apprentissage du Canada, pour la phase de conception d'un projet, dans le cadre du programme Initiative des réseaux d'apprentissage communautaires. (Juin 2000)

Option-Métal recyclé du Québec

Appui à la demande au Programme d'aide aux entreprises d'économie sociale, œuvrant dans le secteur de la gestion des matières résiduelles, pour l'élaboration du projet de Centre de traitement environnemental des matières non-domestiques. (Juillet 2000)

Conseil de quartier St-Roch

Appui au projet de sécurité 2001 intitulé « Revitalisation accélérée, risque d'insécurité » pour l'amélioration physique de leur quartier. (Août 2000)

Coopérative Méduse

Appui au projet présenté à l'assemblée régionale de concertation pour augmenter la rentabilité et permettre une plus grande utilisation par les artistes, les groupes culturels et communautaires, etc., voués au développement touristique provenant ou travaillant pour la région de Québec. (Août 2000)

Regroupement d'éducation populaire et d'action communautaire des régions de Québec, Chaudière-Appalaches

Appui au projet Solidairebus par une contribution de 2 000 \$ qui permettra, à cet autobus, de se déplacer dans nos régions pour aborder et sensibiliser les gens sur les différents aspects de la question de la pauvreté. (Août 2000)



CLSC Haute-Ville-Des-Rivières – Équipe RIPOST

Appui à la réalisation d'une recherche sur la précarisation de l'emploi et la santé ainsi que les difficultés que rencontrent les travailleuses/eurs pour gagner leur vie. (Août 2000)

Rendez-vous centre-ville

Appui à la demande de subventions au ministère de la Sécurité publique de Québec, pour mettre sur pied un centre de jour destiné aux populations marginales qui fréquentent principalement le quartier St-Roch. (Septembre 2000)

Confection Haut de gamme Industrielle de Québec

Appui à la coopérative de solidarité dans leurs démarches, auprès de Ressources humaines Canada, pour obtenir le financement qui permettra d'attacher le budget pour la première année de fonctionnement. (Septembre 2000)

Stratégie Contact

Appui à Stratégie Contact afin que le gouvernement du Québec s'associe aux succès des PME sur les marchés publics, en contribuant au frais de fonctionnement de ce dernier. (Septembre 2000)

Université Laval et Université du Québec à Hull

Appui au projet de recherche « Redéfinition de la productivité dans quatre secteurs de services en contexte de diversification et d'autonomisation du travail », volet services sociaux et de santé aux personnes. (Septembre 2000)

Groupe Sismique

Le CRÉECQ appuie les efforts de ce groupe pour l'initiative structurante, en priorisant notamment le secteur de la culture comme axe de développement, et pour son rôle d'animateur auprès de la relève. (Octobre 2000)

Regroupement des entreprises du Parc industriel Saint-Malo

Appui au Regroupement qui sensibilise les entreprises du Parc à l'importance de plus en plus reconnue pour la PME de se doter d'un environnement informatique performant et encourage toute démarche assurant le positionnement sectoriel et commercial. (Novembre 2000)

Les Aspirants Travailleurs (Es)

Appui au projet « Initiation à l'informatique » pour une demande d'aide financière à la Fondation Saison Nouvelle pour du matériel informatique. (Novembre 2000)

Comité des citoyens et citoyennes du quartier St-Sauveur

Appui à l'accès abordable de la population à des logements de qualité, comme le logement social et communautaire et de constituer un fonds de développement de logements sociaux. (Novembre 2000)

Réseau des Carrefours jeunesse emploi

Appui au Réseau pour dire Non aux parcours obligatoires pour les 18-24 ans, personnes bénéficiaires de la Sécurité du revenu. (Décembre 2000)



Atelier de préparation à l'emploi

Le CRÉECQ appuie l'APE comme groupe porteur dans le cadre du projet Stages et Placements pour l'insertion des personnes sans emploi et supportons la démarche de recherche de financement ainsi que la mise en œuvre du projet. (Décembre 2000)

Table du Centre Vaniérois pour l'emploi

Appui à la Table du Centre Vaniérois, dans le cadre du Fonds de lutte contre la pauvreté, pour l'embauche d'unE agentE de développement afin d'appuyer tous les organismes, secteurs travail et communautaire, qui aident les résidentEs de Vanier en grande difficulté d'intégration en emploi. (Décembre 2000)

Enfance à petits pas

Le CRÉECQ appui leurs démarches pour le démarrage du projet qui assurera la mise en place d'un service communautaire et qui réalisera des activités de prévention et de support aux enfants présentant des comportements problématiques et à leur famille. (Décembre 2000)

Centre d'action bénévole de Québec

Appui au Centre d'action bénévole dans le cadre du lancement officiel de l'Année internationale du bénévolat 2001. (Décembre 2000)

Coopératives jeunesse de services

Lettre d'appui acheminée au Premier Ministre du Québec pour la survie et le développement des Coopératives jeunesse de services pour qu'une solution adéquate au développement de ces coopératives se concrétise. (Janvier 2001)

Communautaire

Lettre d'appui envoyée au Conseil du trésor pour signifier notre d'engagement en tant que partenaire du projet présenté par Communautaire, dans le cadre de l'appel de projets « Appui à la création et au rayonnement d'un contenu québécois en français sur Internet » du Fonds de l'autoroute de l'information. (Janvier 2001)



ÉTATS FINANCIERS 31 MARS 2001

Les États financiers sont disponibles sur demande
reception@creecq.qc.ca